

Arrondissement : Villefranche

Type de réunion : Réunion de lycée général technologique et professionnel public

01. Quelles sont les valeurs de l'École Républicaine et comment faire en sorte que la société les reconnaisse ?

La formulation du sujet a été questionnée : L'École a-t-elle d'autres valeurs que la société ? L'École a-t-elle des valeurs spécifiques ? Est-ce à l'École de faire reconnaître ses valeurs ?

L'école est présentée comme un lieu privilégié de **socialisation**. L'impératif de lui assigner des **missions** liées à la **citoyenneté** est réaffirmé et de ce fait la nécessité de les expliciter après les avoir définies apparaît. Elles sont d'abord présentées dans une perspective de **transmission**. Le constat insiste sur le manque de repères des élèves, futurs citoyens, décrit en terme de **mal être** et la difficulté d'enseigner qui en résulte. Cette dernière est imputée a priori à la diversité des représentations véhiculées par la société qui aboutirait à un **décalage** entre les valeurs, les conceptions et les motivations des enseignants d'une part et la perception et les opinions des élèves d'autre part. De ce point de vue l'École n'apparaît pas d'emblée comme son propre recours puisque l'impératif d'une **harmonisation** entre les différentes instances de socialisation (associations, familles, médias, partis politiques ...) et d'une **continuité** des valeurs prônées est d'une certaine manière posé comme préalable. La problématique porte donc en son sein une question de société et la nécessité de la **cohésion sociale** apparaît sans que les moyens de l'instituer soient esquissés à ce stade.

Par ailleurs, une deuxième tendance se dessine. Au-delà de l'idée de cohésion et de transmission, des préoccupations sur les attentes vis-à-vis de l'école émergent. Les mises en cause de **l'individualisme** sont tout d'abord nombreuses et se rapportent au monde du travail (valeur exacerbée de la compétition) à la conscience de soi (exaltation de l'individualisme qui aboutit à une agrégation d'égoïsmes), à la société marchande (rapport consumériste à l'École), à la passivité (« assistantat éducatif »), à l'instantanéité (par opposition à la temporalité de l'apprentissage). Pour autant elles débouchent presque paradoxalement sur une problématique plus individuelle quant au rôle de l'École et la possibilité de **s'insérer dans la société**, d'avoir les **outils pour la comprendre**, d'accéder à une certaine **connaissance critique de soi**. D'une perspective plutôt liée à un impératif social de cohérence, on passe ainsi à la nécessité individuelle d'une appartenance réussie à une société. Deux arcs de tension partiellement confondus paraissent donc présents: les intérêts de la société relativement aux individus, fût-ce en évoquant une re-définition d'elle-même ou une réflexion sur elle-même et les intérêts des individus à s'insérer dans la société. Le fait que la famille comme complément indispensable de l'École soit mentionnée ici est probablement révélateur de cette **prise en compte d'un intérêt individualisé**. Globalement il s'agit peut être du même problème dynamique avec un simple basculement d'un référentiel à l'autre.

Comme le sujet est investi par une problématique sociale globale, le **cadre républicain** est omniprésent et tient souvent lieu de référence. Ferry ou Jaurès sont cités (« La République a fait l'École, l'École fera la République »). L'École est présentée, au sein des évolutions nombreuses, comme **garante du projet républicain**.

- La valeur fondamentale ou plus exactement centrale réaffirmée avec force est le **respect**. Cette mise en exergue est opposée à la tentation d'une déclinaison « exhaustive » de valeurs. Elle est d'abord déclinée au sein de la **communauté éducative** en terme d'interactions entre les différents acteurs (Elèves, Personnels ATOSS, professeurs ...). Cette approche débouche pratiquement sur la **valorisation des règles** (règlement intérieur particulièrement). Par ailleurs, elle est également déclinée de manière plus large en terme de **respect de l'Autre**. La difficulté de sa mise en œuvre est pointée entre les principes et l'appréciation. Par exemple sur le principe, **un net rejet du communautarisme** (comme irrespectueux ?) est exprimé. Dans le même temps sur l'appréciation, le cas de la tenue vestimentaire originale est évoqué comme délicat. En terme de solution, le débat opère une transition avec la seconde valeur énoncée : l'Egalité
- Au moins deux aspects de **l'Egalité** sont mentionnés. Le premier exige **une égale valorisation de toutes les voies** d'accès au savoir sans hiérarchisation. Il semble qu'elle relève du regard porté par la société, des **représentations collectives**. La seconde est plus proche d'un **abord politique**. Elle s'attache à l'Ecole comme lieu de **promotion sociale**, de réduction de la « fracture sociale » ou d'affirmation de **l'Egalité des chances** particulièrement entre les sexes.
- La **formation de l'esprit** est le troisième point abordé. Il vient recouper l'attachement au projet républicain et à **un service public** d'éducation. Opposé à une vision techniciste de l'apprentissage, il institue ipso facto **l'esprit critique et la capacité d'analyse** comme garants d'une conscience citoyenne. Dans ses enjeux, l'Ecole est présentée comme totalement incompatible avec une vision marchande de l'éducation.

Pour la reconnaissance de l'Ecole par la société, la **nécessité d'une communication accrue** sur les missions est avancée. Il lui est demandé de présenter et d'argumenter son **rôle prépondérant** pour la formation du « capital humain de la nation ».

En second lieu, son action est également inscrite dans la **proximité** (liens étroits avec les familles, portes ouvertes, projet d'établissement).

Enfin, elle est demandeur d'une **volonté politique nationale forte** avec l'affirmation d'une **priorité**, l'occupation de l'espace public et une **continuité des politiques gouvernementales**.

07. Comment améliorer la reconnaissance et l'organisation de la voie professionnelle ?

Le débat porte tout d'abord sur **l'organisation institutionnelle des filières**.

- La **dénomination lycée professionnel** dans son opposition avec le lycée général est critiquée. Le lycée sans exclusive peu ou prou forme des citoyens qui seront un jour des professionnels.
- L'organisation du collège est également mise en cause : La **valorisation excessive** de certaines disciplines pour **l'orientation** (mathématiques et français) trop subordonnée à la voie générale et qui ne permet pas de diversifier les pôles de réussite. **L'inclusion de savoirs professionnels au collège** est proposée mais dans le même temps les stages en troisième sont décrits comme inefficaces par manque de participation des élèves.

- Le **CAP** doit être nettement **distingué** du **BEP** et s'adresser plus spécifiquement à des élèves en grande difficulté (par exemple issus de SEGPA)

L'orientation qui inclut pour partie les représentations sociales est le second point de préoccupation.

- La **méconnaissance des métiers** par les élèves, les parents, les enseignants et plus curieusement les CIO est pointée
- La **communication**, particulièrement la communication implicite du fait des représentations plus ou moins inconscientes des acteurs, apparaît comme un point essentiel qui joue actuellement en défaveur de l'enseignement professionnel. Elle s'oppose à une communication institutionnelle jugée peu performante quand elle prend par exemple la forme d'une campagne publicitaire nationale. Elle est en l'état actuel jugée comme négative.
- Les paliers plus ou moins affirmés d'orientation, ne paraissent pas efficaces par rapport aux besoins des élèves. Il est préconisé de **faciliter** leur **mise en relation** avec des filières, des métiers et des **professionnels** dès que leurs préoccupations sur leur orientation émergent et ceci avant qu'un sentiment d'échec ne s'impose (en pratique avant 16 ans).
- la segmentation des filières paraît trop hermétique et définitive. Il est suggéré de créer des **passerelles** entre les différents parcours de formation ainsi qu'entre vie professionnelle et formation initiale.

Les **relations Ecole-entreprise** font l'objet de plusieurs remarques.

- **L'alternance** vie scolaire/vie en entreprise est présentée comme optimale par certains participants. Pour d'autres, la **coopération** entre **école et entreprise** n'est **pas** forcément synonyme **d'efficacité**. La **critique** est particulièrement marquée sur **l'apprentissage** (pas de retour vers les études supérieures, faible résistance au chômage, évolutions de carrière compromises par rapport aux élèves ayant suivi une formation initiale). Le rôle du lycée professionnel est donc affirmé que ce soit de manière assez consensuelle sur la place, à valoriser, **de la « culture générale »** dans la formation ou de manière moins tranchée sur l'inadaptation de l'entreprise à certaines dimensions de l'acte éducatif y compris quant aux savoirs professionnels
- En tout état de cause, **les relations doivent être précisées** : places respectives des parties prenantes de la formation, définition des modes d'alternance, rémunération, rôle des tuteurs. Si certains prônent une simplification des procédures administratives, d'autres les présentent comme une garantie des droits des élèves.
- La place et les **besoins des PME/PMI** dans les objectifs de formation sont trop méconnus. Les intérêts de la « grande industrie » sont jugés excessivement prépondérants lors même qu'elle n'est pas la plus grande pourvoyeuse d'emplois.

La formation des enseignants et les moyens de l'enseignement constituent un dernier point.

- **L'alternance** des adultes **enseignants** et des autres **professionnels** est proposée par l'un des groupes.
- La difficulté de **suivre le développement rapide** des métiers (réglementation, techniques, outils) est soulignée. Elle est cependant mise en perspective avec le développement de l'autonomie et de l'ouverture d'esprit pour demeurer « employable » tout au long de la vie.

15. Comment lutter efficacement contre la violence et les incivilités ?

Le débat s'ouvre sur une idée générale.

La violence serait le reflet de la **société** et la problématique est donc pour partie plus globale. L'École vit l'importation des problèmes qui sont ici principalement imputés à **l'insécurité sociale** et au chômage plus qu'aux actes de violence effective. D'ailleurs, le sentiment d'une **dégradation des représentations des élèves** apparaît au travers de la comparaison de deux générations d'enfants au sein d'une même famille. La **télévision** ou la publicité sont citées dans une dénonciation du **paraître**. L'École n'apparaît **plus** comme **un facteur de réussite** et le « modèle du dealer » lui est opposé.

Par la suite, une certaine opposition entre le terme de violence (minoré) et celui d'incivilité (majoré) apparaît.

- Les phénomènes de violence sont appréhendés au travers d'une perception qui n'est pas nécessairement garante d'objectivité. La violence n'est peut-être pas plus forte mais elle est désormais mal tolérée. Une **dramatisation** « outrancière » ou une insistance trop marquée sur le mode répressif sont **dénoncées**.
- Le lycée est jugé favorisé par rapport au collège ce qui est imputé à l'orientation et à la plus grande maturité des élèves (qui permet le dialogue). La violence est le fait d'une minorité d'élèves (10 à 20 % ?) et est favorisée par l'hétérogénéité et l'effectif chargé des classes. L'enseignement général l'est également par rapport à la SEP qui concentre des élèves qui n'ont pas « une attitude scolaire ». La **difficulté du métier d'enseignant** est soulignée dans ce contexte où le **terme d'incivilité paraît euphémistique** du fait de ses conséquences (dépression nerveuses de certains personnels).

Certaines causes plus précises du phénomène sont avancées

- La mixité sociale est insuffisante. La **carte scolaire** est **défendue** dans un souci affirmé de mixité sociale avec la crainte d'établissements ghettos et d'une méconnaissance de l'autre par des jeunes qui ne seraient plus mis en contact.
- Les **parents** sont jugés comme parfois **insuffisamment structurés**. L'Education donnée dans les premières années est jugée défailante par manque de communication ce qui permet de rappeler le rôle des écoles maternelle et primaire. Les problèmes d'adulte (divorce en particulier) ont un retentissement sur les phénomènes de violence. Il y a néanmoins une difficulté voire une réticence à agir sur ces difficultés qui échappent au champ de l'école. Pour autant certains préconisent de manière extrêmement volontariste la **plus grande implication** des familles (relation parents-enseignants, implication accrue dans les réunions, **Ecole des parents** (?)) et militent pour une prise en charge sociale des problèmes.

Des moyens sont demandés avec le sentiment de leur dégradation.

- Il faut **renforcer l'encadrement des élèves** et la présence d'adultes. A cette occasion des fonctions plus spécifiques sont citées : aide-éducateurs, surveillants et par l'un des groupes esquisse de distinction entre l'enseignement disciplinaire et la pédagogie.
- Les **lieux de vie scolaire** sont jugés insuffisants : foyer, locaux, abris provisoires, coin fumeur quand il pleut (!). Ils coïncident avec une exigence de plus grande prise en compte dans le cadre scolaire des diverses facettes de l'élève et de ses droits d'expression.

Une partie de la violence **provient de l'institution** elle-même

- **L'orientation** est parfois **imposée** dans un contexte d'échec (exemple de la filière structures métalliques) avec une discrimination sociale.
- **L'absence de passerelles** qui laissent les élèves captifs sans leur donner le droit de quitter temporairement le système scolaire avec la possibilité d'y revenir.
- Les **Horaires de cours** sont souvent extrêmement chargés (9h dans une journée avec un temps de repas restreint)

- **Le Vécu psychologique de l'évaluation** et des notes est parfois désastreux. Le statut de l'erreur est encore trop connoté négativement.

Des propositions sont avancées

- Revoir les **rythmes scolaires** et les devoirs à la maison.
- Lutter contre les ghettos en faisant une **carte scolaire** qui mixerait les milieux sociaux.
- Favoriser les voyages et les **sorties scolaires** particulièrement pour les classes difficiles avec des enseignants volontaires pour traiter les relations violentes (alors que le nombre de sortie est jugé en diminution)
- **Faire muter (sic) les enseignants** dans plusieurs établissements successivement pour qu'ils se rendent mieux compte de la diversité des publics et ménager les jeunes professeurs dans leurs premières affectations.
- Améliorer la **formation des enseignants** pour lesquels il est préconisé un travail d'équipe et qui sont jugés insuffisamment dotés de compétences en **psychologie** (psychologie de l'enfant, gestion du groupe, analyse de pratique, évaluation, conduite de réunions)
- Favoriser des contenus communs à plusieurs types de classe (ECJS SEP/lycée général) avec de la co-intervention.
- Se préoccuper plus particulièrement de la **violence faite envers les filles** ou celle subie plus spécialement par les professeurs femmes.

Trois priorités pour l'École (une phrase par priorité)

1 La prédominance de la valeur de respect à instaurer dans l'École, dans les familles et en formation.

2 Le renforcement du dialogue contractualisé école/entreprise et de la connaissance par tous des métiers.

3 Un travail volontariste et déterminé sur la carte scolaire pour éviter les effets ghettos et promouvoir la mixité sociale au sein des établissements.